

[27/04/07]

Discours de Ségolène Royal à Lyon.

Bonsoir, amis de Lyon et de toute la région. Bonsoir à tous.

Je suis profondément heureuse de vous voir aussi nombreux et nombreuses rassemblés à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle.

Je me bats avec vous pour gagner. Et, cette victoire, nous allons l'arracher ensemble !

Merci à tous les élus de la Région d'être là, à Gérard Collomb, à Jean-Jacques Queyranne, à tous celles et ceux qui ont pris la parole. À Arnaud aussi qui s'est exprimé, merci à toi. Dominique d'avoir commencé à enflammer cette salle par ton talent et ton engagement à mes côtés.

Merci à Najat, à Christiane, je ne peux pas tous vous nommer, je vous vois tous ici rassemblés, j'aperçois Louis Mermaz, je vois des élus de partout, d'ici et de là. Mais surtout, c'est à vous tous, citoyens, citoyennes, que je dis que l'élection présidentielle c'est d'abord un élan populaire, c'est d'abord un élan du peuple et c'est d'ailleurs grâce à vous que je suis aujourd'hui devant vous ce soir.

Qui aurait pu penser à cet itinéraire ?

Et vous l'avez entendu aussi tout à l'heure, ce qui va se passer le 6 mai est ardemment regardé dans les autres pays du monde, et en particulier en Europe. Et je remercie du fond du cœur Romano Prodi pour son message.

À l'approche de ce second tour, on voit que les choses se simplifient, que les messages se clarifient, vous allez avoir le choix entre le candidat soutenu par Berlusconi d'un côté et la candidate soutenue par Zapatero et par Romano Prodi de l'autre. Voilà le choix qui est devant vous.

La victoire, c'est vous qui allez la forger de vos mains, qui allez la construire. Le peuple français aujourd'hui est en mouvement, il a une soif profonde de changement.

Il a besoin de se rassembler sur des valeurs fondamentales, celles que je vous

propose dans le pacte présidentiel que j'ai construit avec vous au cours d'une démarche participative nouvelle, parce que je veux la rénovation de la vie politique française.

Je crois qu'on ne gouverne plus aujourd'hui des pays complexes sans écouter les citoyens et sans construire les choses avec eux. Et ce sera aussi ma façon demain de présider la France présidente. Et cette parole que vous avez prise, cette parole que je vous ai donnée pendant la campagne, cette parole que chacun et chacune d'entre vous est allé porter aussi vers les autres citoyens, cette parole, je vous demande de la garder et de ne plus jamais la lâcher, car désormais la politique ne se fera plus jamais sans vous.

Et la participation massive des Français lors du premier tour est aussi un signe encourageant, c'est un élan civique. Nous devons être à la hauteur de cet élan civique. Je suis la seule candidate d'ailleurs à avoir appelé les électeurs à ne pas s'abstenir, à revenir massivement vers les urnes, à avoir fait le constat d'une crise démocratique profonde, à m'être adressée aux citoyens qui pensaient que la politique ne pouvait plus rien pour eux. Et moi je veux dire ici ce soir à Lyon : si, la politique peut et doit encore beaucoup. Et de jour en jour je me sens de plus en plus prête à assumer la présidence de cette France présidente, et c'est pour cela que je vous demande de me faire confiance.

Je veux remercier d'abord les neuf millions d'électeurs et d'électrices qui sont venus dès le premier tour. Je veux remercier aussi du fond du cœur tous les partenaires de la gauche et les écologistes qui se sont rassemblés dès dimanche soir. Et, comme vous le savez, je tends aujourd'hui la main pour un vaste rassemblement des républicains de progrès, à toutes celles et tous ceux qui pensent que la maison France peut se relever sur des valeurs auxquelles nous croyons profondément ; toutes celles et tous ceux qui pensent que les valeurs humaines doivent toujours l'emporter pour chaque décision politique sur les valeurs financières et sur les valeurs boursières, alors rejoignez-moi ; toutes celles et tous ceux qui pensent qu'il est temps de mettre en place un État impartial qui ne sera mis en mouvement que par le seul intérêt général du pays ; toutes celles et ceux qui veulent voir se lever cet État impartial dont la France a perdu l'habitude, alors qu'ils viennent se rassembler autour de moi !

Toutes celles et tous ceux qui pensent que la France est menacée par le délitement du lien républicain parce que rien n'a été réglé dans les quartiers et que la colère y

gronde encore et que le feu couve sous la cendre ; que le lien républicain a été affaibli à cause de la montée de toutes les formes de discrimination, de précarité, de brutalité ; toutes celles et ceux qui pensent que l'enrichissement de quelques-uns aux dépens du plus grand nombre n'est pas une fatalité ; bref toutes celles et ceux qui pensent que la fracture républicaine doit être rapidement réparée et que nous devons à nouveau apprendre à vivre ensemble grâce à des règles justes qui seront comprises par tous et appliquées par tous, les puissants comme les autres, ce qui empêchera que quelques-uns ne s'enrichissent aux dépens du plus grand nombre. Alors j'appelle tous ces hommes et toutes ses femmes à venir soulever la vague de la victoire qui permettra à la France de changer.

Je mesure aussi la responsabilité qui est la mienne, je voudrais vous confier qu'une certaine gravité m'habite, qu'en ce moment présent, au fur et à mesure où je me rapproche de ce second tour de l'élection présidentielle, je pense de plus en plus à François Mitterrand et à ce 10 mai 1981.

Et je crois que le profond désir d'alternance, il est aussi fort, il est aussi puissant et nous avons le devoir de le réussir. Et je sais qu'avec vous, cette réussite, cette victoire, elle devient ce soir possible.

Mais je n'ignore pas qu'il y a encore des millions de Français qui hésitent, parmi ceux qui souffrent le plus, et qui se demandent ce qui va demain changer concrètement pour eux. J'apprenais cet après-midi en venant vers vous que les salariés d'Airbus venaient d'apprendre que plus de deux mille emplois allaient être supprimés. Et je voudrais ici, on ne s'en lasse pas, de rappeler cette invraisemblable provocation, de rappeler que l'ami du pouvoir, M. Forgeard, n'a toujours pas remboursé ses 8 M€, qu'il part après avoir échoué avec une retraite, tenez-vous bien, de 100 000 € par mois, et que les salariés viennent de recevoir un intéressement de 4 € par salarié.

Eh bien, comme ces salariés doivent être en colère ! Eh bien moi, je vous le dis ce soir, avec eux nous sommes tous en colère. Et ce système-là, nous n'en voulons plus, c'est à cela qu'il faut mettre fin définitivement. Il faut tourner la page de cette arrogance, de cette provocation, il faut tourner la page de ce système dans lequel certains, ceux qui sont en haut de l'échelle, même lorsqu'ils ont échoué, partent avec la caisse, tandis que les salariés subissent les dégâts de leur mauvaise gouvernance.

Il faut mettre fin à ce système du secret qui permet aux plus hauts dirigeants des entreprises de se servir alors que la gauche avait fait voter une loi, et nous le referons, sur la transparence des rémunérations. Et ces règles-là, en effet, nous les changerons. Je remettrai de l'ordre économique juste dans les entreprises, parce que je crois que c'est l'intérêt de la France.

Il est temps, en effet, de moderniser le pays, il est temps de réconcilier la France avec ses entreprises, celles qui vont de l'avant, celles qui innovent, celles qui respectent leurs salariés, celles qui créent des emplois. Je fais confiance à ces entrepreneurs, à ces entreprises, à ces élus aussi comme ici dans la région qui sont en première ligne, ou dans l'agglomération de Lyon, et qui sont au corps à corps avec les entreprises qui vont de l'avant et qui créent de l'emploi. Et je dis ici : nous relancerons la croissance économique parce que nous réconcilierons les intérêts des entreprises avec les intérêts des salariés. Voilà la clé du développement économique. Je le ferai en modernisant le dialogue social et on sait bien que c'est là que se trouvent les ressources de valeur ajoutée et de productivité. On sait que dans les pays de l'Europe, ceux qui réussissent et ceux qui vont de l'avant, ce sont les pays dans lesquels il y a un dialogue social de qualité et approfondi entre les organisations syndicales de salariés et le patronat. On sait qu'il s'agit là d'une réconciliation absolument indispensable pour nouer des compromis sociaux et pour que la France à nouveau puisse aller de l'avant en ayant confiance dans son économie.

On a souvent dit : « Mais la gauche est incompétente sur le plan économique. » Et vous l'avez entendu dans cette campagne, d'ailleurs, c'est un reproche que l'on m'a généralement fait. Eh bien, moi, je revendique ici le fait que c'est par la prochaine alternance, au contraire, comme l'a dit Dominique, que le pays se remettra en mouvement. Car l'économie, c'est d'abord la confiance en soi, la confiance dans son pays, dans ses capacités, dans ses laboratoires de recherche, dans la qualité de ses salariés, dans la qualité de ses cadres, dans sa compétitivité mondiale. Et nous réinvestirons dans l'innovation et dans la recherche pour retirer et pour relancer le pays vers le haut.

Mais la différence avec ce qui se passe aujourd'hui, c'est que tout cela ne se fera pas aux dépens des salariés, bien au contraire, nous le ferons en sécurisant les salariés, en assurant la progression de leur pouvoir d'achat, en revalorisant le travail, non pas en donnant des heures supplémentaires à quelques-uns, mais au contraire en donnant de l'emploi à tous, de l'emploi à chacun. Et la valorisation...

Et ce combat principal, ce combat essentiel pour les Français, celui qui les inquiète le plus, ce combat pour l'emploi et pour le pouvoir d'achat, nous le gagnerons. Nous le gagnerons parce que je porte un autre regard sur les potentiels de la France. Nous le gagnerons parce que nous créerons la sécurité sociale professionnelle qui permettra à l'entreprise d'être agile et aux salariés d'être sécurisés. Nous le gagnerons parce que nous lancerons un vaste plan de l'emploi pour les jeunes avec en particulier les 500 000 emplois tremplins pour les jeunes, et cela dès notre élection.

Nous le gagnerons parce que nous donnerons à chacun, par la formation professionnelle, la possibilité de progresser au cours de sa carrière professionnelle. Et moi je ne veux plus voir, dans la France d'aujourd'hui, des travailleurs pauvres. Qu'est-ce que ça veut dire cette expression ?

On travaille et on est pauvre. Oui, la revalorisation du SMIC, 980 € nets par mois, est une nécessité, oui la revalorisation des bas salaires est une nécessité.

Et ceux qui critiquent ces intentions, ces propositions, et demain ces réalités, tous ceux-là seraient-ils capables eux de vivre avec 980 € nets par mois ? Je ne le crois pas.

Et je veux aussi que pour les salariés de plus de 50 ans, qui sont durement frappés par le chômage, et là aussi c'est un drame dans notre pays, combien de talents gaspillés ? Combien de salariés laissés sur le carreau ? Combien d'entre eux qui n'arrivent pas à se reclasser ? Pour cela, nous mettrons en place des plans de formation professionnelle, des priorités pour ces salariés, des évolutions dans leur entreprise et même en dehors de leur entreprise pour qu'ils puissent retrouver, dans la société dans laquelle nous sommes, et grâce à leur expérience, une utilité sociale et non pas le désespoir qui les conduit parfois au bout de trente ans d'activité professionnelle à se retrouver au même salaire qu'en début de carrière, et en plus au chômage. Je ne veux plus de cette France des gaspillages.

Chacun doit pouvoir trouver sa place. Nous mobiliserons toutes les énergies, y compris les nouvelles formes d'économie, je pense à l'économie solidaire, je pense aux associations qui ont tant de besoins, je pense aux sociétés ouvrières de production, je pense au mouvement mutualiste, à toutes ces nouvelles façons de voir que la valeur ajoutée se produit dans différents modèles de développement

économique. Oui, nous devons avoir une force d'imagination, de créativité pour que la France présidente soit la France du plein emploi. Nous nous battons pour cela et nous le réaliserons !

Nous allons construire une France qui rassemble toute son histoire, toutes ses trajectoires diverses, une France colorée qui fait de ses diversités une richesse, une France métissée dans laquelle plus aucune discrimination ne sera tolérée.

Je veux aussi construire une France généreuse, libre et responsable. Et pour cela l'éducation sera notre première tâche et notre première priorité.

Je vous propose aussi une France solidaire de ses anciens, car là aussi l'écart entre les discours et les actes, les actions de l'actuel gouvernement et les promesses ne sont plus tolérables.

Oui, de plus en plus de nos anciens, et notamment des femmes seules, voient leur pouvoir d'achat gravement dégradé. On voit de plus en plus de petits retraités ne faire qu'un seul repas par jour. Et c'est pour cela que j'ai inscrit dans le pacte présidentiel que les petites retraites seront revalorisées. Non seulement ce n'est que justice, mais c'est aussi une question de dignité et de reconnaissance aux générations qui ont fait ce que nous sommes aujourd'hui.

Et je le dis depuis plusieurs semaines : nous créerons pour les questions de dépendance et de handicap la cinquième branche de la Sécurité sociale, c'est-à-dire tout le contraire de ce que la droite a fait pendant cinq ans en démantelant l'hôpital public, en reculant les formes de remboursement, et aujourd'hui, dans le programme de Nicolas Sarkozy, il y a la franchise et les déremboursements.

Mais qui seront les premières victimes de ce recul de la protection sociale ? Ce seront les personnes âgées et les personnes handicapées. Et moi je ne veux pas que ce lien de solidarité soit rompu. Avec moi, la Sécurité sociale, sera non seulement préservée, mais renforcée car il s'agit là d'un principe républicain fondamental.

Et c'est pourquoi j'ai lancé cet appel à un vaste rassemblement de la gauche, des écologistes, et au-delà de la gauche et des écologistes parce que j'ai entendu aussi que les Français voulaient, que, pour résoudre les problèmes complexes, difficiles, pour remonter la question de la dette et du déficit des comptes sociaux, il était

possible de rassemble les républicains de progrès et tous ceux qui pensent par exemple que les valeurs de la Sécurité sociale et de l'éducation doivent être au cœur de notre projet présidentiel.

À tous ceux-là, je leur dis que je suis convaincue que nous devons nous rassembler dès lors que nous considérons que les valeurs de paix civile et d'harmonie sociale nous sont communes même s'il reste ici ou là quelles divergences. J'ai entendu des millions de Français qui se disaient : il faut sortir sur certains sujets de l'éternel affrontement de bloc contre bloc, et de chercher des convergences sur des valeurs fondamentales qui nous permettront de faire un bout de chemin ensemble sur ce qui nous rassemble, dès lors que ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous différencie. Voilà la rénovation politique que je vous propose. Je sais qu'elle est possible et je sais que vous me soutenez dans cette démarche, nouvelle je le sais, surprenante pour quelques-uns, qui nous demande des efforts aux uns et aux autres pour sortir des dogmes, des idées préconçues ou des camps qui s'affrontent l'un contre l'autre.

Je crois pouvoir rassembler et je demande à ceux qui pensent que l'on peut réformer la France sans brutalité, que l'on peut protéger les exclus tout en étant compétitif sur le plan économique, à tous ceux qui pensent qu'il y a trop de richesse d'un côté et trop de pauvreté de l'autre, à tous ceux qui comprennent qu'aujourd'hui trop de confrontations ont été encouragées, trop de logiques de mépris ont dressé les Français les uns contre les autres, trop de violences latentes et contenues risquent demain de se déployer dans nos territoires et nos quartiers, à tous ceux qui refusent cette fatalité, je leur dis et je les appelle à partager ces valeurs quelles que soient leurs sensibilités, dès lors qu'ils partagent ces valeurs, à converger massivement pour se rassembler afin que la France puisse réaliser ce changement le 6 mai prochain.

C'est cette convergence sur des valeurs, sur une certaine conception du pouvoir qui est là au service des Français. Moi, je n'ai pas, je ne sais quelle dernière marche à franchir pour moi-même. Pour le candidat Nicolas Sarkozy, on l'a compris, il y pense, nous dit-il depuis qu'il est tout petit. Son projet, c'est lui. Mon projet, c'est vous, c'est la France, c'est son rassemblement, c'est sa réussite et c'est son espérance.

Alors, à quelques jours du 6 mai, finalement, les choix sont clairs. Il s'agit de savoir

si l'on veut continuer comme avant en pire, ou bien changer, mais changer pour de vrai et changer fort!

Ils nous laissent une France endettée, ils nous laissent une France en déclin, ils nous laissent une France où les plus fragiles, les plus modestes, les plus précaires se sentent désespérément tirés vers le bas. C'est ce mouvement vers le bas qu'il nous faut d'abord stopper, et stopper rapidement, pour ensuite relever la France. C'est un chantier immense et j'ai besoin vous pour réussir ce chantier immense. Nous le construirons tous ensemble car ma conception de la France présidente, c'est un pays où chacun et chacune, parce qu'il aura les garanties de la justice sociale, sera à même d'apporter sa pierre, sa force, sa contribution à notre projet commun. Voilà ma conception de la France, celle qui se relève grâce à tous, celle qui ne laisse personne de côté, celle d'un État juste qui exerce son autorité pour que ses règles soient comprises par tous, appliquées par tous, et que chacun, en étant au clair avec ses droits et ses devoirs puisse donner le meilleur de lui-même. Voilà la France optimiste que je conçois parce que cette France, elle a du talent, cette France, elle veut retrouver son sourire, elle veut aller de l'avant, elle veut un souffle neuf. Et c'est cette nouveauté, cette France neuve, que nous devons permettre aujourd'hui en regardant très clairement les choix, en ne nous laissant pas abuser par ceux qui nous promettent de changer alors qu'ils sont depuis cinq ans aux responsabilités. Ouvrons les yeux et ouvrons les yeux des Français.

Oui, il y a maintenant le choix, un choix très clair : le choix entre la voie de la division et celle de la réconciliation que je veux incarner.

Il y a d'un côté la voie de la brutalité et de l'autre celle du dialogue, de la concertation et de l'écoute que je vous propose. Il y a d'un côté la voie du chacun pour soi, de la concurrence et de l'expérimentation sauvage ou celle de la solidarité et de la réforme dans le calme et dans la sérénité après dialogue avec la société française et après dialogue avec les partenaires sociaux.

Car je veux, après avoir longuement écouté les Français, et à la lumière de mes expériences passées, je veux une France qui avance, mais pas au détriment des plus pauvres, des sans grades ou des laissés pour compte, je veux, comme tous les Français, comme toutes les Françaises dans leur majorité une France qui fasse confiance à sa jeunesse, à toutes ses générations, à son intelligence, à ses talents ignorés et empêchés. Je veux libérer les énergies et les talents. Je veux une France

qui fasse à nouveau confiance à ses chercheurs, à sa matière grise, alors qu'aujourd'hui ils quittent massivement notre territoire.

Oui, je veux une France qui va s'appuyer sur tous ses atouts et sur tous ses territoires dans leur diversité avec une réforme fondamentale pour que la nouvelle République, la VI^e République, se lève, avec un Parlement qui fonctionne, une démocratie qui respire, la fin du cumul des mandats, la suppression du 49.3, un Parlement qui contrôle, un État impartial dans lequel ce ne sera plus le pouvoir en place qui désignera les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel, du Conseil supérieur de la magistrature et je toutes les hautes autorités de l'État. Demain, avec l'État impartial, ce sera par une majorité des trois cinquièmes de l'Assemblée nationale que toutes ces institutions, qui doivent savoir que leur indépendance est garantie, c'est comme cela que je réaliserai l'État impartial. Et pour tout cela les Français seront conviés à voter par référendum pour que notre VI^e République soit la leur.

J'engagerai une nouvelle étape de la réforme de la régionalisation, de la décentralisation, comme on voudra, mais pas à la mode ancienne, une vraie réforme qui supprime tous les gaspillages et les confusions des compétences qui font que les impôts sont de plus en plus lourds parce que chacun se mêle de tout. Les Régions seront au clair sur leurs responsabilités, les Départements seront au clair sur leurs responsabilités, les communautés de communes et les agglomérations également. Chacun sera mis face à ses responsabilités. Et l'État garantira une égalité de développement sur l'ensemble du territoire national, et garantira une redistribution des richesses entre les territoires. Voilà comment nous ferons un État moderne. Et il est temps, car c'est cet État moderne qui va nous permette aussi, j'en suis certaine, de relancer la machine économique et de lutter contre toutes les formes de gaspillages et donc de réduire la dette.

Voilà ce que je vous propose. Voilà ce que nous allons faire, voilà comment nous allons réussir.

Je veux rendre aussi à la France présidente la fierté de son histoire et de son action collective. Je veux faire revenir la France à la table de l'Europe. Et parce qu'autour de moi se rassemblent ceux qui ont voté oui et ceux qui ont voté non, j'appellerai les Français dans un nouveau référendum à un dépassement d'eux-mêmes parce qu'avant je leur aurai donné la garantie que l'Europe nouvelle que nous aurons réussi à construire est une Europe qui se protège contre les délocalisations, est une

Europe qui réussira à adopter un nouveau pacte social, est une Europe qui fera en sorte que l'objectif des progrès humains soit sa première priorité, est une Europe qui aura créé d'ici là l'Europe de la recherche, l'Europe de l'environnement, l'Europe de la préparation de l'après-pétrole, l'Europe par la preuve. Et moi, je n'ai pas peur du verdict des Français, je ne suis pas comme le candidat Nicolas Sarkozy qui propose de refaire l'Europe en cachette par un mini-traité dans le dos des Français. Non. L'Europe sera redéfinie avec vous. Je vous entraînerai, peuple de France, parce que je vous aurai redonné confiance en vous-mêmes, dans vos valeurs fondamentales, dans votre identité républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité. C'est ce qui me permettra de vous dire : peuple de France, puisque nous sommes bien assurés sur nos bases et sur nos valeurs, puisque nous avons permis à nouveau à toutes les familles par exemple d'être bien logées et d'avoir un emploi, donc d'éduquer correctement leurs enfants puisque nous avons remis l'école au cœur de tout, puisque nous avons fait de la protection et du respect des salariés et du dialogue social le cœur de la nouvelle économie, alors comme nous serons assurés de ces valeurs et que nous aurons pris à bras le corps le défi écologique, alors nous serons assurés sur nos bases. Et je pourrai vous dire, parce que nous serons forts sur nos racines et sur nos valeurs républicaines et de progrès, alors je pourrai dire au peuple de France : tournons-nous sans crainte vers l'Europe parce que l'Europe a besoin de nous et que la France a besoin de l'Europe. Et ensuite je pourrai dire à l'Europe : tournons-nous vers le monde parce que nous devons aussi construire une mondialisation plus juste et ne pas la laisser au libéralisme sauvage.

Et c'est pourquoi tout s'enchaîne et tout se tient. La victoire de l'élection présidentielle n'est qu'une première étape vers une Europe plus juste mais aussi vers un équilibre mondial plus juste. Et sans cet équilibre mondial plus équitable, sans une diminution, une réduction des écarts entre pays riches et pays pauvres, et l'Europe a un rôle majeur à jouer à l'égard du continent africain ; sans tout cela, alors c'est nous-mêmes qui reculerons, nous nous-mêmes qui nous effondrerons.

C'est cela que je veux faire comprendre aux Français, c'est que l'enjeu de l'élection présidentielle, ce n'est pas seulement la République française, mais cela va bien au-delà puisque la France a toujours choisi d'avoir un message universel, elle s'est toujours tournée vers le monde. Aujourd'hui, la France est repliée sur elle-même, elle a peur des autres, on l'incite à désigner celui qui est différent, celui qui est immigré, celui qui est venu d'ailleurs comme le principal adversaire. Et cela, c'est très dangereux, d'abord, parce que, quand on y regarde de près, un Français sur trois a au moins un grand-parent d'origine étrangère. Alors, vous imaginez ce qu'il

faudrait faire pour réaliser ce ministère de l'immigration et de l'identité nationale ?
C'est absurde !

C'est non seulement une idée pernicieuse, mais c'est une idée absurde puisque la force de la France se trouve précisément dans ces générations qui nous ont fait ce que nous sommes aujourd'hui. C'est cela que nous devons continuer à construire. Alors, moi, j'oppose à ce système destructeur, et contraire à notre idéal, ce système de la méfiance de tous contre tous, de la guerre de tous contre tous, de ce qui consiste à dresser les Français les uns contre les autres, j'oppose un modèle de réconciliation, de rassemblement, de compréhension des différences. Je propose un modèle de dépassement de ce qui fait nos différences pour que dans ce dépassement nous construisions une France qui se rassemble et dans laquelle les Français recommencent à s'aimer en elle.

Voilà l'enjeu que nous devons construire. Refusons toutes les brutalités, refusons toutes les violences. Je veux construire avec vous cette France présidente, une France de la non-violence, une France en paix civile ; mais une France qui soit également, je l'ai dit et je le répète, au clair sur le respect des autorités justes. Partout où les adultes ont une responsabilité, ils doivent l'exercer, l'autorité parentale, et c'est la ministre de la Famille qui a fait une loi sur l'autorité parentale qui vous parle, oui je veux que les familles fonctionnent bien. L'autorité juste à l'école, celle qui fait que, lorsqu'un élève trébuche, il est repris par la main et raccroché à la réussite scolaire. Il sera raccroché à la réussite scolaire et on lui redonnera le sens de l'effort par le soutien scolaire gratuit, individualisé, qui sera mis en place dès la prochaine rentrée scolaire.

Car nous ne baisserons pas la garde sur les moyens donnés à l'Éducation nationale. Nous ne baisserons pas la garde non plus sur les services publics. Bien sûr, les services publics doivent se réformer pour apporter toujours un meilleur service au public, comme leur nom l'indique, mais certainement pas en les affaiblissant, au contraire on voit se creuser des inégalités d'accès aux services publics, au service public de la police de quartier, qui sera créé, au service public de la justice qui aura les moyens de fonctionner, au service public de la santé. Et l'hôpital public si durement frappé aujourd'hui, sera rétabli dans ses responsabilités à l'égard de la santé publique.

Il faudra bien que Nicolas Sarkozy nous dise dans quels services publics il propose de supprimer un fonctionnaire sur deux. Il faudra qu'il nous le dise !

Et moi je vais vous dire : les services publics seront réformés pour qu'ils marchent bien et pour que les agents publics aillent aux endroits où on en a le plus besoin.

Mais je considère que désigner à la vindicte publique les fonctionnaires en faisant croire qu'un sur deux est inutile, est inactif, je considère que c'est diviser gravement la France. Car la compétitivité économique dépend aussi du bon fonctionnement des services publics. Voilà la vérité.

Mes chers amis, nous avons ce soir ensemble un immense bonheur.

Dans chacune de ces réunions publiques, de ces grands rassemblements, je viens chercher cette énergie qui me surprend parfois moi-même, je dois vous le dire.

J'entends le candidat de la droite se présenter comme une victime. C'est assez drôle, parce qu'il n'en a pas vraiment le rôle. Et quand je vois la somme des attaques, des mots violents, des mots de mépris d'ailleurs qu'il a actuellement pour François Bayrou, très choquants, ne serait-ce que sur le plan du simple respect démocratique. Quand j'entends aussi les attaques proférées par ses porte-parole, parce que lui prétend ne pas attaquer, encore que quand on fait le florilège de ce qu'il dit sur moi dans ses meetings, on en remplirait tout un roman !

Mais surtout ce que disent porte-parole, avez-vous entendu ces mots si élégants de Bernard Tapie à mon endroit lorsqu'il a dit que, voter pour Ségolène Royal, ce serait une... ?

Vous n'osez pas le dire, et vous avez bien raison.

Ou quand j'entends l'utilisation pernicieuse de certains qui prétendent avoir fait partie de mon équipe présidentielle, ce qui n'est pas le cas, je vous rassure...

Ou quand on connaît, mais cela a été dit excellemment avant moi, les accointances, les connivences entre un pouvoir économique-financier et médiatico-financier, alors, en effet, on n'a de leçons à recevoir de personne.

Mais la différence, c'est que, contrairement à ce qui est dit, et vous avez pu encore l'observer ce soir, oui je suis dans le combat des idées, et c'est essentiel dans une démocratie, le combat des idées. Et d'ailleurs Nicolas Sarkozy a refusé un débat

avant le premier tour, sans doute parce qu'il craignait d'être mis devant ses responsabilités et de devoir rendre des comptes sur son bilan. Et d'ailleurs, je vous le dis, demain je serai la présidente qui rendra des comptes sur ce qu'elle fait. Et cela, régulièrement, devant le Parlement d'abord, et ce sera nouveau. Je viendrai rendre des comptes devant la représentation nationale et je viendrai rendre des comptes régulièrement devant les Français pour leur dire : voilà les engagements qui avaient été pris, voilà ce que nous avons réalisé, voilà ce que nous avons adapté en vous écoutant, voilà ce que nous avons constaté en continuant avec la démocratie participative à vous associer aux décisions politiques qui seront prises demain avec vous. Voilà comment la France va devenir intelligente.

Car moi, je ne crois pas aux hommes providentiels. Je crois au contraire à l'intelligence de tout un peuple. Moi, je ne me pose pas en victime. Et, vous savez, je viens de le rappeler, tous les coups que j'ai pris pendant cette campagne, mais je ne me pose pas tous les quatre matins, comme le fait le candidat de l'UMP à la télévision, en victime. Pauvre victime !

Parce que je pense que l'élection présidentielle ne se joue pas sur une victimisation, ou alors il faut faire autre chose !

Je pense qu'il faut accepter, à ce niveau de responsabilité, la force des engagements, la force de la confrontation et l'échange d'idées. C'est cela le modèle républicain ! C'est cela ce moment citoyen que nous sommes en train de vivre. Et c'est cela qu'il faut accepter, c'est ce combat éminemment noble de la politique que d'accepter le combat des idées et que de cesser de se présenter comme une éternelle victime !

Moi, j'ai pris beaucoup de coups pendant cette campagne, et j'en ai tellement pris que, si je m'étais occupée d'y répondre tous les jours, je n'aurais parlé plus que de cela, donc j'ai choisi de les ignorer et de ne pas y répondre.

Et puisque j'ai voulu cette bataille et ce combat essentiel qui va permettre à la France d'écrire une nouvelle page de son histoire, jamais vous ne me verrez me mettre en posture de victime.

Je ne suis pas une faible victime, je ne suis pas une faible femme, je suis, comme disent les Antillais, une femme debout !

Je suis une femme solide !

Je suis une combattante, je veux vous conduire à la victoire. Je sais qu'elle est possible, qu'elle est là à portée de main, qu'elle dépend de nous et que nous avons le devoir de la réaliser, tout simplement parce que la France en a besoin, parce que la France ne veut pas se replonger dans l'ombre. La France veut la lumière, la France veut l'espérance, la France veut l'horizon, la France veut se redresser, la France veut croire en son avenir, la France a confiance en elle.

La France que nous aimons, je veux qu'une majorité de Français aiment la France que je veux construire avec vous, avec eux.

J'ai besoin de vous, la France a besoin de vous.

En avant, en mouvement, vive la République, vive la France !